

Le capitalisme a besoin des femmes

Robert Biel

In : Robert Biel

The new imperialism. Crisis and Contradiction in North/South Relations, Zed books, 2000, Chapitre 7, extraits.

Traduit de l'anglais par Jeanne Bisilliat

Le capitalisme n'est pas un système purement monétaire

... J'ai défini la "pure" économie capitaliste comme une économie où tous les facteurs de production sont rémunérés. L'une des principales réussites du marxisme fut de montrer que l'exploitation pouvait continuer, même si le travail était payé à sa vraie valeur. Si le capital pouvait ainsi s'accumuler sur la base de l'exploitation, il semblait que l'économie capitaliste pouvait constituer un espace indépendant de reproduction.

Mais un regard plus attentif montre qu'il y a des conditions externes indispensables sans lesquelles la reproduction indépendante ne saurait fonctionner. Les matières premières et les cultures commerciales doivent être pillées dans le tiers-monde sans prendre en compte les coûts réels humains et écologiques qui y sont inclus. De la même manière, sans le travail ménager non rémunéré, il serait impossible de fournir du travail à l'économie monétaire. L'argument du "salaire familial" incluant le coût de la reproduction ne diminue en rien le fait que le travail non rémunéré existe.

On peut donc parler d'une relation entre deux "aires" de l'économie. Ce terme "d'aire" devrait être utilisé dans un double sens : littéralement, pour se référer à une division géographique entre le centre et la périphérie avec leurs frontières tangibles ; conceptuellement, pour se référer à l'exploitation exercée sur les ménages, les groupes racialement définis et, jusqu'à un certain point, l'économie informelle considérée comme un tout (puisque l'exploitation cachée peut exister aussi bien dans la zone géographique du centre que dans celle de la périphérie).

La théorie de la dépendance recouvre une partie de cette relation, en particulier le capitalisme raciste existant entre le Nord et le Sud. Elle montrait que la soi-disant modernisation remodèle, d'une façon purement exploiteuse, ces aspects des relations traditionnelles qui permettent au travail d'être reproduit de façon telle que le capitalisme n'ait pas à en supporter les coûts économiques. C'est la raison fondamentale pour laquelle le développement peut continuer normalement sans ébranler la division Nord-Sud.

(...) Mais la théorie de la dépendance échoue à procurer un cadre permettant de comprendre les questions de genre et celles de l'environnement.

(...) En dernière analyse, on ne saurait comprendre la relation centre-périphérie sans la considérer comme faisant partie de quelque chose de plus large – toute la catégorie des productions dans la

sphère de la "pure" reproduction du capitalisme, dont le système capitaliste ne supporte pas tous les coûts.

Le travail non rémunéré des femmes

Le travail non rémunéré des femmes a toujours servi le capitalisme dans un double sens : en générant un profit immédiat et en débouchant sur un éventuel changement structurel. Le travail des femmes est centré sur la sphère non monétaire du ménage, mais lorsque c'est nécessaire, il peut partiellement être intégré à la sphère formelle. Lorsque cela se produit, les femmes peuvent encore être sur-exploitées pour deux raisons : leur travail "officiel" reste dépendant des rôles assignés dans le ménage en fonction du genre ; elles peuvent également recevoir un plus petit salaire puisque leur travail est considéré comme provisoire (même partiel) dans l'économie monétaire. Récemment le concept de flexibilité qui est né, à l'origine, en référence au travail féminin, s'est élargi pour devenir un point central de la restructuration commencée au début des années 80.

L'économie dominante d'après guerre a obstinément refusé de reconnaître l'importance du travail féminin. Tout leur travail non rémunéré fut exclu des calculs de la richesse nationale fondée sur la définition du Produit national brut¹. Statistiquement, les femmes furent regardées comme économiquement inactives (une absurdité au regard du travail qu'elles accomplissent²). Puisque la définition orthodoxe du développement coïncidait en fait avec la croissance du PNB³, les femmes furent considérées "hors sujet". D'un point de vue sociologique, les femmes, dans leur association avec le secteur traditionnel, sont souvent vues comme coupables parce qu'elles possèdent de nombreuses caractéristiques "primitives" et "indisciplinées" ; elles sont blâmées pour s'accrocher aux anciennes valeurs, pour être hostiles à la modernisation⁴, et pour être inégalement socialisées en tant que citoyennes⁵. Au mieux, secondarisées par le processus de développement et, au pire considérées comme son ennemi, les femmes ont souvent trouvé que plus il y avait de développement, plus mauvaise devenait leur position ; par exemple, quelques études ont montré que la "participation" des femmes au secteur agricole⁶ est inversement proportionnel au développement régional". (...)

Deux problèmes se posent du point de vue du capitalisme. Tout d'abord, si le développement est considéré comme une forme d'exploitation, plus les femmes sont marginalisées, moins peuvent être exploitées toutes les potentialités de leur travail. Deuxièmement, puisque les femmes sont effectivement la base de la structure familiale, si elles sont exploitées au delà de certaines limites, le système global court le risque de s'effondrer et l'exploitation future d'être compromise. Depuis les années 70, le capitalisme a essayé de s'attaquer à ces deux problèmes : il y eut quelques initiatives prometteuses (du point de vue de l'exploitation) en ce qui concerne le premier problème, mais leur efficacité fut sapée en partie par l'irréductibilité du second.

Le dilemme fondamental est que la monétarisation partielle de la périphérie signifiait l'emploi des hommes dans l'agriculture commerciale et dans l'industrie, laissant aux femmes la responsabilité d'effectuer tout le travail accompli par elles mêmes et *par les hommes* dans le cadre de l'ancienne division du travail selon le genre. C'est la raison de base qui rend compte de la tendance à ce que les femmes deviennent chefs de famille.

Le conflit existant entre le fait d'extirper, dans le présent, le profit maximum tout en préservant la base sociale de l'exploitation future (des hommes aussi bien que des femmes) a toujours représenté un problème difficile pour le capitalisme. Il fut possible, au centre, de maintenir un type d'équilibre entre les deux. En tant que représentant des intérêts à long terme de l'accumulation du capital, l'Etat, en édictant la Législation industrielle (Factory Acts), obligea les employés à sacrifier le profit à court terme. Mais il n'y a pas d'équivalent de l'Etat au niveau international. On pourrait argumenter que le système international est capable de créer des "régimes" (au sens spécifique employé dans la théorie des relations internationales) c'est-à-dire des corps qui n'ont pas exactement de pouvoir coercitif, mais dont les règles sont observées parce que les participants les jugent utiles. D'une certaine manière, la Banque mondiale se perçoit dans ce rôle. En adoptant le thème de "l'empowerment" (donner du pouvoir) des femmes, elle s'efforce de limiter l'exploitation actuelle dans l'intérêt de l'exploitation future. (...) (Dans ce domaine), il existe peu de preuves que la politique de la Banque mondiale fonctionnera. ...

La féminisation de la main-d'œuvre et la recherche d'une nouvelle base pour l'exploitation

Il est évident que le capitalisme a entraîné une sur-exploitation des femmes. Cela n'offrirait pas grande consolation si cela avait seulement signifié misère et oppression accrues mais, heureusement, cela a également provoqué de la résistance. Et le capitalisme a compris que s'il ignorait complètement ou cherchait trop à supprimer cette résistance, elle pourrait devenir de plus en plus radicale, finissant par se transformer en un mouvement d'indépendance et peut-être même en un noyau pour un nouvel ordre social. C'est pourquoi le système a eu besoin de fournir un débouché sûr à cette protestation, allant jusqu'à créer les conditions pour coopter une partie de ce mouvement de protestation. Les femmes mettent sur le devant de la scène des problèmes ignorés jusqu'alors, donnant ainsi au capitalisme une chance d'adopter un nouveau visage face au travail féminin et peut-être de trouver de nouvelles manières de l'exploiter.

Cela permet de comprendre pourquoi les années 70 furent caractérisées par les initiatives des institutions internationales, notamment les Nations unies qui inaugurent une Décennie de la Femme entre 1975 et 1985. Ce fut l'occasion de regarder où se dirigeait le capitalisme. Il y avait clairement une crise et les relations de genre pouvaient apparaître comme l'une des composantes de la résolution de cette crise.

Il pourrait être possible, en ce qui concerne les problèmes de genre, de développer une sorte de keynésianisme c'est-à-dire de faire entrer les femmes plus avant dans l'économie

monétaire afin que leur consommation accrue agisse comme un levier du développement du capitalisme.

Ce n'est pas en fait ce que fit le capitalisme. Ce fut seulement au Nord que les femmes devinrent plus "actives" au sens admis par les statistiques (c'est-à-dire dans l'emploi rémunéré). Le pourcentage de ces femmes augmenta sensiblement dans les pays industrialisés entre 1970 et 1990 (de 38 % à 50 % en Amérique du Nord) bien que la ségrégation des emplois dans des domaines déterminés par le genre resta encore forte⁷. Au sud, néanmoins, l'activité économique formelle des femmes a stagné ou, même, décliné – les seules exceptions étant l'Afrique du Sud, l'Asie de l'Ouest (Moyen-Orient) où ils étaient historiquement très bas et l'Amérique latine⁸. Même en Asie du Sud Est, il diminua⁹. Le nombre de femmes employées directement dans les filiales des corporations transnationales est très inférieur à ce que l'on pense, également en Asie.

Cela signifie non pas que le travail des femmes est moins important dans la phase actuelle de la politique internationale économique mais, plus simplement, que l'exploitation des femmes existe encore de façon prédominante en dehors de la sphère monétarisée officielle. Fondamentalement, le travail des femmes n'a pas été "modernisé" au sens où les vieux déterminants auraient été abolis, mais en fait de nouvelles formes d'exploitation se sont ajoutées aux anciennes. En effet, un effort pour "attribuer du pouvoir" (empower) aux femmes (ce qui signifie développer suffisamment leur initiative afin de les exploiter plus facilement) a simplement été greffé par dessus des relations inchangées. Si nous devons juger à partir de l'expérience des pays les plus avancés d'Asie, le développement économique n'est pas lié (contrairement à ce qu'un modèle de développement unilinéaire pourrait laisser croire) de *façon positive* à la diminution de l'inégalité. Par exemple, une partie décisive du modèle japonais se confondit avec une façon particulière d'exploiter le travail des jeunes femmes avant le mariage. Ce n'était pas un reliquat du passé puisque, avec les nouveaux systèmes d'administration, cela devint le futur du capitalisme, un futur modelé par la nature impure des systèmes qui se reproduisaient et s'accroissaient à travers la nature du développement capitaliste lui-même. (...)

L'importance du rôle des femmes dans la phase actuelle de la politique économique internationale peut se comprendre mieux si l'on considère la différence entre les deux définitions du développement cyclique du développement. Regardons d'abord le cycle du commerce qui s'accompagne périodiquement, sur le plan économique, de hauts et de bas ce qui constitue un problème persistant pour le capitalisme. ...

Depuis la restructuration des années 70, les fluctuations cycliques de l'emploi sont à nouveau devenues la norme et il a fallu y répondre. La réponse fut la "flexibilité". D'un côté, c'est un déterminant lié aux femmes qui trouve désormais des applications plus larges ; d'un autre côté, les femmes forment la partie la plus importante de cette force de travail flexible. Elles sont flexibles non seulement parce que l'on considère qu'il est facile de se débarrasser d'elles en phase descendante, mais aussi parce qu'elles ont été apparemment moins efficaces pour construire les stratégies défensives utilisées par les syndicats que le capitalisme contemporain souhaite abolir.

Ainsi la phase actuelle inclut deux façons contradictoires (toutes deux relevant de l'exploitation) de traiter le travail des femmes : d'une part, la "féminisation" de la force de travail et, de l'autre, son exclusion. Dans le passé, lorsque les emplois étaient majoritairement masculins, c'étaient les hommes qui avaient tendance à perdre leur travail en période de crise et le système apparaissait moins sexiste que dans les périodes de croissance¹¹. Cela n'est plus le cas : comme il y a plus de femmes dans l'économie principale, elles sont celles qui, le plus souvent, perdent leur travail dans les moments de récession du cycle commercial, constituant ainsi une forme pratique de "lest" permettant de pratiquer, sans trop de perturbations, les ajustements nécessaires.

Regardons maintenant les changements qui se produisent à l'intérieur de l'autre cycle de développement, celui des cycles longs. La confiance grandissante dans l'emploi flexible donne à l'économie informelle un rôle de plus en plus important ce qui, à son tour, a signifié un accroissement de la place effective des femmes en dépit de leur apparente marginalisation.

Les relations entre ces deux tendances contradictoires sont en partie gouvernées par la succession des cycles commerciaux qui se déploient à l'intérieur des cycles longs, mais aussi en partie à cause de la division Nord-Sud. La "féminisation" de l'économie officielle est plus apparente au Nord, en grande partie parce que la consommation y est plus forte ; le revenu monétaire des femmes aide le capitalisme du Nord car il peut ainsi vendre des marchandises, ce qui n'est pas le cas au Sud. ...

Depuis que la flexibilité a été généralisée à l'économie formelle, elle est devenue moins spécifique des femmes, tandis que certaines caractéristiques de l'économie informelle se sont glissées dans le monde officiel. Cela pose la question de savoir si les lignes de partage entre l'économie "formelle" et l'économie "informelle" s'estompent. Apparemment, le résultat immédiat a été celui d'exploiter les femmes – mais aussi les hommes – ¹²de façon plus efficace. Il ne reste pas moins vrai que la restructuration fondamentale du capitalisme a un coût : il ne pourra plus renforcer les divisions entre les genres de façon aussi nette que par le passé.

¹ D'Onofrio-Flores and Pfafflin 1982, p. 62

² Cf., for exemple, Latin America and Caribbean Women's Collective 1980

³ Asenerio 1985

⁴ Cf., for exemple, Saffioti

⁵ Dennis 1987

⁶ Tadesse 1987

⁷ In one study in the USA in the 1980s, only 10 % of workers were in jobs which included both men and women ; cf United Nations 1991, p. 87

⁸ we can assume that Latin America is special because of the growth of the service sector there, itself a reflection of the existence of a parasitic bourgeoisie linked to transnational capital

⁹ United Nations 1991, p. 84

¹⁰ Cf. Beberia 1989

¹¹ See Niem 1980